



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 4695

Texte de la question

DÉCLARATION D'EMMANUEL MACRON SUR LA COLONISATION

M. le président. La parole est à M. Yves Censi, pour le groupe Les Républicains.

M. Yves Censi. Ma question s'adresse à Jean-Marc Ayrault. Monsieur le ministre des affaires étrangères, vos successeurs à Matignon, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, ont pris l'habitude d'invoquer ici les déclarations entendues dans la campagne présidentielle. Pourquoi pas ? Néanmoins, si vous êtes membre d'un gouvernement socialiste, vous êtes encore ministre de la France ! Et tout le monde s'interroge sur l'absence de réaction du Gouvernement après la déclaration délirante de M. Macron à la télévision algérienne : « La colonisation française est un crime contre l'humanité ». *(Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Certes, nos compatriotes ont compris que la seule ambition de l'inspecteur des finances socialiste transformé en télévangéliste se résume, déclaration après déclaration, à sonder le vide ! Peut-être s'agit-il d'une « macronade » supplémentaire, dont il n'est nul besoin de dénoncer la stupidité sur le plan historique !

M. Jean-Claude Perez. Ça vole haut !

M. Yves Censi. Surtout, c'est une insulte profonde, grave et inadmissible faite à notre pays. Le crime contre l'humanité est défini à l'article 6 de la Charte de Londres établissant le statut du tribunal de Nuremberg. Cette grave accusation d'un crime imprescriptible outrage de Gaulle et les gouvernements français, diffame le nom de chaque soldat français mort pour la France en Afrique du Nord, attaque la dignité de toutes les familles de harkis, de pieds noirs et de rapatriés et ravale tous les anciens combattants recueillis devant nos stèles au rang de complices de crime contre l'humanité et de barbarie, passibles de traduction devant un tribunal pénal international !

M. Guy Teissier. Très juste !

M. Yves Censi. Il est inadmissible que ce spécialiste du baiser de Judas – puisqu'il aime les comparaisons christiques – vienne ainsi cracher sur nos tombes, falsifier l'histoire et déshonorer la France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains. – M. Marcel Rogemont applaudit.)* Monsieur le ministre, vous avez été Premier ministre. Vous avez le sens de l'État et de l'Histoire de France. Il vous incombe de restaurer la dignité de nos compatriotes. Dès lors, ma question est simple : ...

M. le président. Merci, cher collègue.

La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Monsieur le député, la France est liée à l'Algérie par son histoire.

M. Éric Straumann. Bravo !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. En outre, des liens humains et culturels très profonds rassemblent nos deux pays. Si le passé colonial a été brutal et tragique, l'enjeu est à présent la paix des mémoires ! L'Algérie est un important partenaire politique et économique de la France avec lequel il faut construire un avenir commun.

M. Claude Goasguen et M. Éric Straumann. Et la question ?

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. Telle est la démarche dans laquelle s'inscrit l'action du Président de la République et du Gouvernement. Dès 2012, François Hollande s'est rendu en Algérie. La déclaration d'Alger sur l'amitié et la coopération entre la France et l'Algérie, signée lors de cette visite (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains*),...

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. La question !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. ... a été suivie de la mise en place d'un comité intergouvernemental de haut niveau et d'un comité mixte économique franco-algérien.

M. Guy Geoffroy. Ce n'est pas la bonne fiche !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. C'est en renforçant notre coopération avec l'Algérie dans tous les domaines que nous contribuerons à la paix des mémoires ! Tous ici, nous devons nous consacrer à la relation entre la France et l'Algérie, indispensable à nos deux pays comme à la Méditerranée ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Censi](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4695

Rubrique : État

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 février 2017](#)